

Leçons tirées de la mise en place des guichets uniques dans les pays de l'OHADA

Résumé de la recherche

Février 2019

Pays

République Démocratique
du Congo

Auteur

Aide à la prise de décision

Ceci est le résumé d'un document de recherche fourni pour le programme de développement du secteur privé du ministère britannique du Développement international (DFID) en République démocratique du Congo (RDC). L'Unité d'aide à la décision (DSU) du programme publie actuellement une série de documents de recherche, de résumés de recherche et de « notes d'apprentissage » afin de partager des données et aider toute personne travaillant sur des projets similaires. **Inscrivez-vous à notre liste de diffusion** <http://bit.ly/DSUsignup>

Définitions

Guichet unique (GUCE) – Un lieu virtuel ou physique réunissant toutes les agences nécessaires à l'enregistrement des entreprises. Les meilleures pratiques propres aux GUCE incluent la réingénierie des processus d'enregistrement des entreprises afin d'intégrer et rationaliser les procédures d'enregistrement. Habituellement, l'introduction des guichets uniques visait à améliorer l'enregistrement des entreprises, cela avait pour effet de réduire le temps et les coûts nécessaires au démarrage d'une entreprise. On s'attendait à ce que cela se traduise par une augmentation de l'enregistrement des entreprises, une augmentation des bénéfices, une croissance des activités et une expansion du secteur formel.

Registres commerciaux, professionnels ou de sociétés – Désigne une base de données contenant des renseignements sur les entreprises détenues par le gouvernement, qui est consignée au moment de l'enregistrement de l'entreprise et mise à jour à l'occasion. Les informations consignées dans un registre de sociétés comprennent notamment : le nom de la société, type de société, propriété, statuts, comptes de la société, etc. Cette information peut être extrêmement utile pour les autres utilisateurs.

Un registre des garanties – C'est là que les institutions financières enregistrent le patrimoine mobilier (« garanties ») utilisé pour garantir un prêt ou une autre obligation.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) – Pour les pays de l'OHADA, la présence d'un registre commercial (*Registre du Commerce* - « RC ») et d'un registre des garanties (*Crédit Mobilier* - « CM ») - RCCM - qui devrait être national et numérisé, et finalement accessible au niveau régional - constitue un élément clé de l'engagement de l'OHADA. C'est le modèle en cours de déploiement en République démocratique du Congo (RDC).

Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) – Créée en 1993, l'OHADA est une initiative visant à fournir des cadres juridiques et réglementaires harmonisés au secteur privé en Afrique francophone. Cela inclut notamment la régularisation des normes comptables, l'arbitrage, le droit commercial, le nantissement, le droit des sociétés et la loi sur l'insolvabilité.

Introduction

Ceci est le résumé d'une étude de recherche entreprise pour soutenir la mise en œuvre du programme de développement du secteur privé du ministère britannique pour le développement international (DFID) en RDC. La version complète de l'étude peut être téléchargée à l'adresse ci-après : bit.ly/OSS-briefing.

Le déploiement des registres du commerce a été lent dans tous les pays de l'OHADA et le financement des guichets uniques par les agences de développement fut un moyen d'améliorer la situation. Le présent document révèle un certain nombre de considérations pratiques qui devraient être prises en compte par ceux qui cherchent à mettre en œuvre les guichets uniques dans le cadre des programmes de réforme de l'environnement des entreprises.

Le programme de DFID-DRC est divisé en trois parties :

1. **ÉLAN**, un projet quinquennal de développement des systèmes des marchés d'une valeur de 50 millions de livres sterling¹, devant prendre fin en décembre 2018 (bien que sa période de prolongation entre maintenant en vigueur). Le projet concerne plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, la finance, les énergies renouvelables et le transport fluvial.
2. **Essor**, un projet quinquennal de 35 millions de livres sterling visant à améliorer l'environnement professionnel en RDC, qui prendra fin en janvier 2020. Le portefeuille d'interventions comprenait la mise en œuvre de l'OHADA (un système de lois commerciales harmonisées adopté par 17 pays africains francophones), l'accès au financement, l'accès à l'électricité et la lutte contre la corruption.
3. **L'unité d'aide à la décision (DSU)**, une composante de 3,5 millions de livres sterling prenant fin en 2023, soutient les projets ÉLAN et Essor en procédant notamment à des revues annuelles, l'analyse des résultats, des évaluations, des activités de recherche, d'apprentissage et d'adaptation.

L'étude a été entreprise par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends d'Essor afin d'identifier les enseignements opérationnels qui ont contribué au succès du déploiement des guichets uniques et des registres du commerce et du crédit mobilier (RCCM) dans les pays de l'OHADA et d'autres pays similaires à travers le monde. L'étude était basée sur certaines des recherches existantes portant sur le déploiement de guichets uniques et du RCCM dans les pays de l'OHADA. Ces résumés ont été complétés par des entretiens avec des personnes travaillant sur ces programmes.

¹ www.elanrdc.com

Conclusions

Facteurs influençant le succès des RCCM

Le déploiement du RCCM a été lent dans tous les pays de l'OHADA. Cela s'explique par le fait que les compétences requises pour gérer un projet informatique à grande échelle ne font pas partie des compétences de base de l'OHADA. Les pays qui ont développé leur propre logiciel sans attendre de personnaliser la version régionale de l'OHADA ont progressé plus vite que les autres. En outre, le succès de la réforme du RCCM exige une coordination et une connectivité informatique entre les différents organismes et ministères gouvernementaux, mais également avec les banques et les organismes de crédit. Sans cette approche « intégrée », le registre sera sous-employé et deviendra donc de moins en moins efficace. L'expérience mondiale montre que les registres du commerce tenus par un tribunal ont eu moins de succès que ceux qui sont tenus par un organisme à vocation commerciale, tel que le ministère du Commerce.

Dans quelle mesure les RCCM et les guichets uniques sont-ils durables ?

En général, l'établissement des RCCM dans les registres de l'OHADA est financé par les partenaires de développement et, de toute évidence, la pérennité est un défi qui doit être relevé dès le début de la mise en œuvre des programmes. Alors que de nombreuses économies sont capables de couvrir les coûts par le biais d'une augmentation des services d'enregistrement et des services commerciaux, (la recherche de crédits et l'analyse commerciale par exemple), la viabilité des coûts pour les États fragiles et touchés par des conflits (FCAS) a été remise en question par le faible nombre d'entreprises officielles et, à terme, le gouvernement doit être prêt à financer, sur son budget central, les coûts d'entretien du RCCM. Les guichets uniques rencontrent des problèmes de durabilité similaires à ceux des registres de garanties, car ils reposent également sur une infrastructure informatique solide. La pérennité du système informatique est également un défi en raison des aptitudes/compétences requises pour gérer l'intégrité de la base de données. Certains gouvernements ont perçu une aide pour instaurer un centre de données informatiques visant à gérer l'intégrité et l'interopérabilité des données dans l'ensemble du gouvernement.

Quelles évaluations ont été effectuées sur les guichets uniques ?

Les évaluations des guichets uniques entreprises à ce jour ont analysé les faits suivants :

- a réduction des procédures, des coûts et du temps nécessaire au démarrage d'une entreprise, ainsi que le nombre d'enregistrements d'entreprises ;
- les performances des guichets uniques en comparaison avec différentes configurations institutionnelles ;
- la performance des pays par rapport à des indicateurs externes (comme le rapport Doing Business de la Banque mondiale) ; et
- l'incidence des guichets uniques sur les entreprises avant et après la réforme.

La « boîte à outils » du Groupe de la Banque mondiale² a analysé les données de sa base de données « Doing Business » pour démontrer que dans 83 économies où les guichets uniques offrent au moins un service en plus de l'enregistrement des entreprises, les processus de démarrage sont plus de deux fois plus rapides comparé aux autres.

Une évaluation indépendante portant sur les réformes du Groupe de la Banque mondiale³ a noté des réformes similaires au guichet unique (à savoir des réformes visant à réduire le temps nécessaire pour se conformer aux procédures commerciales). L'examen a porté sur 819 projets mis en œuvre par le Groupe de la Banque mondiale sur la période allant de 2007 à 2013. Cela comprenait 133 projets dans les FCAS. L'évaluation permet de voir que les projets dans les pays FCAS sont généralement moins réussis que les projets dans les pays non-FCAS. Leur succès dépend de la faisabilité politique, du renforcement des capacités institutionnelles et de l'aide au déploiement.

Le document de Klapper et Love portant sur l'enregistrement des entreprises⁴ utilise des données de panel définissant le nombre d'enregistrements de nouvelles entreprises dans 91 pays. Cela permet d'étudier l'incidence d'une procédure simplifiée pour l'enregistrement d'une entreprise et l'ampleur des réformes autour de ces procédures sur l'enregistrement des nouvelles entreprises. Les auteurs ont constaté que les coûts et les procédures nécessaires au démarrage d'une entreprise sont des prédicteurs importants du nombre d'enregistrements de nouvelles entreprises. Toutefois, ils constatent que seules des réformes importantes, en général une réduction de plus de 40 % des procédures ou une réduction de 50 à 60 % des coûts, ont un effet significatif sur les nouveaux enregistrements.

Au fil du temps avec de plus en plus de données collectées, l'impact de la mise en œuvre du guichet unique sur l'enregistrement des entreprises est apparu moins évident, notamment chez les petits commerçants informels. Les améliorations apportées aux procédures d'enregistrement des entreprises ont plus d'impact sur les plus gros commerçants, tant en ce qui concerne leur enregistrement potentiel que les effets sur leurs bénéfices et leur croissance.

² Boîte à outils du groupe de la Banque mondiale, 2013.

³ Groupe de la Banque mondiale IEG, 2014.

⁴ Klapper, L. and Love, I. (2010) 'The Impact of the Financial Crisis on New Firm Registration'. Banque mondiale.

Bilan et conclusions

1. Il y a de bonnes raisons de penser que les guichets uniques peuvent réduire le temps et les coûts nécessaires pour que les entreprises se conforment à la réglementation commerciale. Toutefois, l'impact sur le nombre d'enregistrements est moins évident, d'autres facteurs ayant une forte influence sur cette mesure.
2. Pour aider les RCCM à atteindre leurs objectifs de réduction du temps et des coûts nécessaires à l'enregistrement d'une entreprise, il faut surmonter les faiblesses institutionnelles inhérentes à la gestion d'un registre commercial par les tribunaux. Plus précisément, il s'agit de renforcer l'obligation de rendre compte de la prestation de services efficaces au secteur privé et d'appuyer la coordination d'autres ministères clés qui participent au processus d'enregistrement.
3. Ces projets sont principalement des projets d'automatisation ou de traitement d'entreprise et nécessitent des compétences qui répondent à ces questions dans diverses agences. Il est difficile de mener de telles réformes au sein des gouvernements hôtes sans incitations fortes. La gestion et la coordination des parties prenantes sont des compétences essentielles pour la réussite d'un projet, tout comme la disponibilité d'un champion politique.
4. De nombreux FCAS ont des problèmes importants en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes informatiques intégrés nécessaires pour faciliter l'enregistrement efficace du registre des entreprises. Cela est dû notamment à des problèmes de coordination entre différents organismes et ministères. Tout registre des entreprises doit être précis pour être efficace. Des contrôles rigoureux sur la saisie et la protection des données doivent être effectués, et ils doivent être adossés à des mesures incitatives et des systèmes de mise en application pour la tenue à jour des données. Encourager la mise en place d'un système gouvernemental de gestion des données permettrait de résoudre ce problème.
5. Même avec un système de partage des données bien rodé, la viabilité des coûts est difficile à atteindre. En réponse à ces questions, les programmes de réforme de l'environnement des entreprises doivent planifier des stratégies à long terme pour assurer la pérennité des réformes et garantir un accès permanent aux fonds nécessaires à la maintenance, notamment les licences de logiciels, les mises à jour, le matériel et la formation. Dans les FCAS, il est peu probable que l'organisme hôte fournisse un service efficace en matière de recouvrement des coûts. Par conséquent, les programmes devraient étudier les options de financement une fois les projets terminés et s'assurer de l'adhésion du gouvernement sur le long terme.

6. Les programmeurs devraient étudier le rapport coûts/avantages eu égard à l'enregistrement d'une entreprise afin de s'assurer que les avantages justifient les fonds publics. Un tel exercice devrait comprendre une étude de faisabilité selon laquelle le RCCM servirait de base à un système d'entreposage de données qui viendrait en appui des bases de données commerciales connexes, telles que la propriété intellectuelle, et l'enregistrement des garanties.

À propos de Oxford Policy Management

Oxford Policy Management s'est engagé à aider les pays à revenu faible et intermédiaire à atteindre la croissance et à réduire la pauvreté et les désavantages par le biais d'une réforme des politiques publiques. Nous souhaitons apporter des changements positifs durables en faisant appel à des compétences analytiques et pratiques en matière de politiques. Grâce à notre réseau mondial de bureaux, nous travaillons en partenariat avec les décideurs nationaux pour rechercher, concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques publiques efficaces. Nous travaillons dans tous les domaines de la politique sociale et économique et de la gouvernance, y compris la santé, les finances, l'éducation, le changement climatique et la gestion du secteur public. Nous nous appuyons sur nos experts locaux et internationaux pour fournir le meilleur soutien possible en fonction de preuves établies..

Lire la suite

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur notre site: www.opml.co.uk

Ou par courriel : admin@opml.co.uk

    OPMglobal



Oxford Policy Management Limited

Enregistré en Angleterre : 3122495

Siège social : Clarendon House, Level 3,
52 Cornmarket Street, Oxford, OX1 3HJ,
Royaume-Uni